

Te Avei'a – T2 2023 - Les arrivées touristiques alimentent l'activité économique, l'inflation ralentit

L'activité économique de la Polynésie française continue de croître au cours du second trimestre 2023, profitant d'une affluence touristique record, de la bonne tenue de la consommation des ménages et du ralentissement de l'inflation. Le marché du travail reste orienté à la hausse et les exportations de produits locaux augmentent en valeur et volume. Dans le même temps, la hausse des taux d'intérêt directs impacte le montant des investissements immobiliers des entreprises et des ménages.

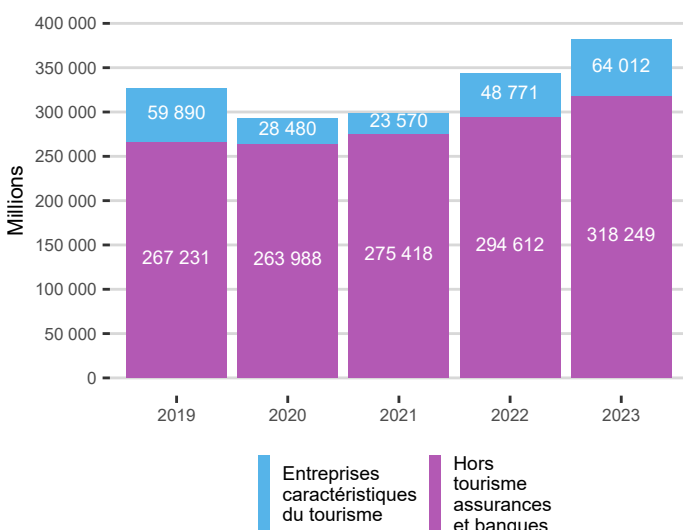
Le chiffre d'affaires des entreprises progresse de 11 % sur un an

À la fin du premier semestre 2023, le chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes (hors banques et assurances) progresse de 11 % sur un an.

Le retour des touristes permet aux entreprises du secteur touristique de contribuer pour 5 points au résultat du semestre, avec notamment la hausse d'activités dans le transport aérien (+ 41 %) et l'hébergement (+ 26 %).

Toutes les composantes de l'activité polynésienne augmentent sur le premier semestre 2023, qu'elles soient tournées vers la demande intérieure comme la construction (+ 7 %) et la production et la distribution d'électricité (+ 11 %), ou vers la demande extérieure comme le tourisme. Les activités présentes pour ces deux clientèles intérieures et extérieures progressent aussi (+ 13 % pour la restauration, + 2 % pour les industries alimentaires et + 10 % pour celle de la boisson).

Fig. 1. Évolution du chiffre d'affaires par secteur d'activité au premier semestre (en millions de F.CFP)



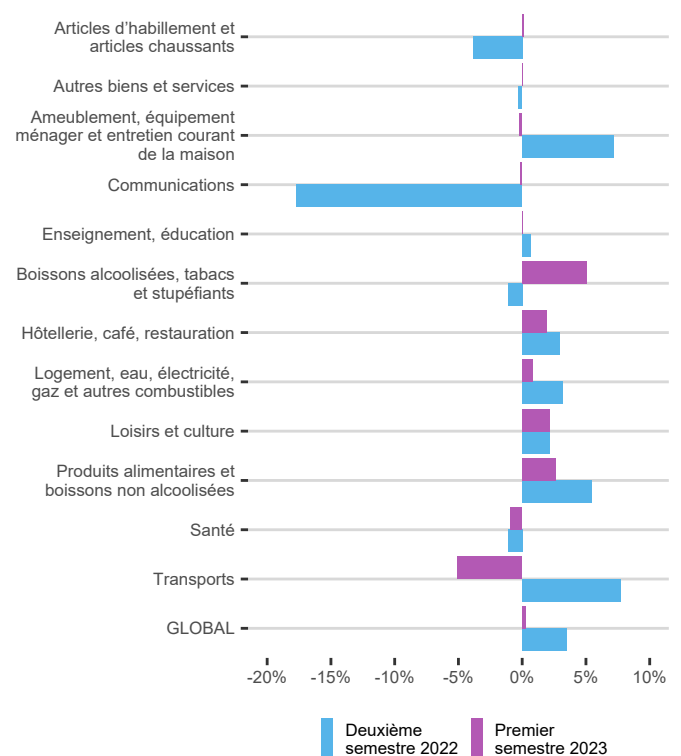
Source : DICP, ISPF

Si une partie de la hausse du chiffre d'affaires s'explique par la bonne tenue de la consommation des ménages, une autre partie s'explique par la hausse moyenne des prix entre les premiers semestres 2022 et 2023 (+ 5,2 %).

L'inflation ralentit rapidement depuis le début de l'année

Alors que l'inflation s'élevait à 8,5 % en glissement annuel en décembre 2022, son rythme est descendu à 3,8 % à la fin du premier semestre 2023 avec des prix qui ont progressé de 0,3 % depuis le début de l'année, contre 3,5 % au cours du premier semestre 2022.

Fig. 2. Évolution semestrielle de l'indice des prix (base 100 en 2020)



Source : ISPF

Dans le détail, la plus importante baisse relative au premier semestre provient de la rubrique transport (- 5 %), qui profite de la baisse sur la même période des prix des hydrocarbures au niveau mondial (- 6 %). Ainsi, les prix à la pompe de l'essence et du gazole diminuent depuis le début de l'année passant respectivement de 181 F.CFP et 183 F.CFP en janvier à 160 F.CFP en juin. Le ralentissement de l'inflation concerne les principaux postes de dépenses et se traduit par une relative stabilisation de l'indice général des prix entre janvier et juin 2023 (+ 0,3 %).

La consommation des ménages reste robuste ce trimestre

Premier moteur de l'activité économique en Polynésie française, la consommation des ménages continue de croître ce trimestre profitant de prix à la consommation restés relativement stables depuis janvier et d'un marché du travail dynamique avec plus de 71 000 salariés en moyenne mensuelle sur le trimestre (69 000 en fin d'année 2022). La bonne tenue de la consommation des ménages se retrouve dans le chiffre d'affaires des commerces de détail (hors carburant) qui progresse de 9 % sur un an, alors qu'en moyenne l'indice des prix a progressé de 3,2 % sur la même période. Le chiffre d'affaires des commerces de détail (hors carburant) profite aussi de la fréquentation touristique en forte hausse (+ 19 %) qui par ses dépenses soutient la croissance du commerce de détail.

Si les importations des biens plutôt à destination des ménages, comme les importations des produits de l'industrie agroalimentaire et celles en biens de consommation, reculent en volume (respectivement de 5 % et 3 % par rapport au premier semestre 2022), elles restent néanmoins plus élevées qu'en 2021 pour s'établir au même niveau que 2019.

Les importations en valeur ont continué de progresser (+ 4 % pour les produits de l'industrie agroalimentaire et + 3 % pour les produits de consommation) traduisant une tension sur les prix qui reste forte à l'international (+ 4,5 % à fin juin en France hexagonale) et en Polynésie française (+ 3,8 % à fin juin en glissement annuel).

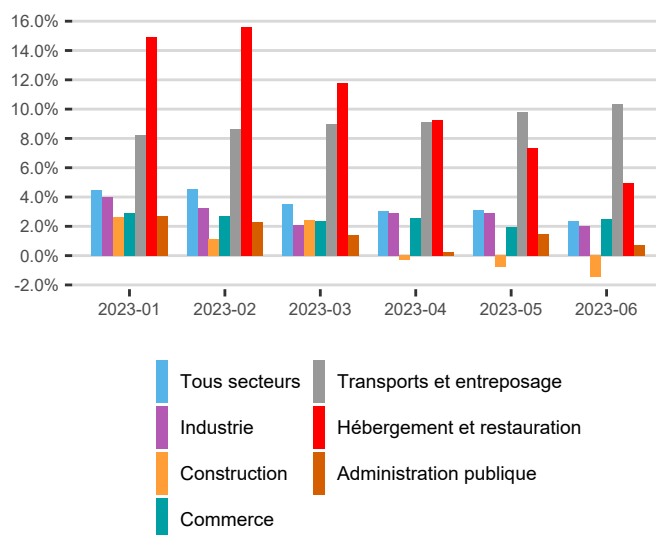
Le marché du travail continue de se développer, mais sa croissance ralentit

Avec plus de 71 000 salariés en moyenne ce trimestre, les entreprises polynésiennes n'ont jamais autant embauché sur un deuxième trimestre. Si la hausse des effectifs salariés continue de croître chaque mois depuis mars 2021, le rythme en glissement annuel ralentit fortement depuis le début de l'année (+ 2,3 % fin juin, contre + 4,5 % en janvier). Ainsi, en moyenne, sur le premier semestre 2023, les entreprises totalisent 2 400 salariés supplémentaires par rapport à la même période en 2022.

Malgré ce ralentissement, la dynamique de l'emploi reste positive à la fin du premier semestre pour presque la totalité des activités marchandes, excepté dans la construction traduisant une réduction des carnets de commandes dans les secteurs de la construction de bâtiment, alors que les emplois dans le transport-Entreposage continuent de croître à un rythme rapide. Conjugées à l'allongement du temps travaillé (+ 1 %), ces nouvelles embauches depuis le début de l'année alimentent une hausse de la masse salariale de 7,8 % sur les six premiers mois de l'année, à

127,7 milliards de F.CFP. Ainsi, la hausse de la masse salariale totale (+ 5,2 %) dépasse celle de l'inflation, soutenant le niveau de consommation globale des ménages salariés. Néanmoins, les anciens salariés ont vu leur pouvoir d'achat individuel s'éroder sur un an, car le salaire moyen de chacun d'entre eux s'est accru moins vite (+ 3 % sur un an) que les prix (+ 3,8 % sur un an).. Si la consommation fait mieux que résister sur ce semestre, elle reste néanmoins très dépendante des revenus du marché du travail et de sa dynamique.

Fig. 3. Évolution en glissement annuel de l'emploi dans les principaux secteurs de l'économie



Source : ISPF

Une fréquentation touristique toujours plus forte

Le rebond touristique se poursuit au cours du second trimestre 2023 avec une fréquentation en hausse de 19 % sur un an, à 67 400 touristes. L'Amérique du Nord (31 400 touristes) et la France hexagonale (20 800 touristes) constituent les deux premiers marchés émetteurs avec des effectifs records sur cette période. Absente au deuxième trimestre 2022, le retour de la clientèle originaire du Pacifique contribue pour 40 % à la hausse des effectifs du trimestre; l'Amérique du Nord et la France y contribuent respectivement pour 30 % et 20 %. La hausse des effectifs touristiques alimente de façon homogène tous les types d'hébergement. Ainsi, la hausse des effectifs terrestres marchands (70 % de la clientèle) contribue pour 70 % à la croissance. Même si l'hôtellerie internationale reste le produit préféré des touristes, la plus forte dynamique concerne les effectifs en meublés du tourisme (15 % des touristes y ont passé au moins une nuit) qui progresse de 47 % sur un an. Plus d'un million de nuitées ont été consommées au cours du deuxième trimestre 2023 avec une durée moyenne de séjour à 16 jours. Les indicateurs de gestion de l'hôtellerie internationale continuent de s'améliorer avec un coefficient moyen de remplissage qui progresse de 3,3 points pour s'établir à 76,2 %. Le revenu moyen par chambres augmente de 9 500 F.CFP pour s'établir en moyenne à 68 770 F.CFP.

Ce rebond de fréquentation depuis janvier 2023 (+ 40 % sur le premier semestre) conjugué à la forte hausse des prix moyens dans l'hébergement (+ 14 % de revenu moyen par chambre) contribue à la hausse du chiffre d'affaires dans cette branche (+ 26 %) et dans le transport aérien (+ 41 %) par rapport au premier semestre 2022.

Cette hausse d'activité se retrouve sur le marché du travail avec 11 % de salariés en plus ce semestre dans l'hébergement (5 200 salariés en moyenne mensuelle en 2023) et 18 % de plus dans le transport aérien. Ce dernier s'est fortement développé avec l'arrivée d'une nouvelle compagnie dans le transport aérien domestique.

Les exportations de produits de la mer en nette progression

Comme au premier trimestre, les exportations de biens locaux continuent de progresser (+ 3 % en valeur par rapport au deuxième trimestre 2022) pour s'élever à 3,4 milliards F.CFP (contre 2 milliards en 2019). Depuis le début de l'année, les exportations de produits locaux ont progressé de 30 % en valeur à 6,9 milliards de F.CFP (+ 54 % par rapport à 2019) établissant le meilleur résultat sur un premier semestre depuis 2006. Composées pour plus de 80 % de perles et de produits de la mer, les exportations en valeur de ces deux produits continuent de croître ce trimestre (+ 5 % pour la perle et + 30 % pour le poisson) et affichent même un record historique pour le poisson en valeur (700 millions F.CFP exportés) avec un volume inédit depuis 2002 pour le poisson et 2007 pour la perle. Même si le prix au gramme diminue à 805 F.CFP contre 823 F.CFP le trimestre précédent, il reste 36 % plus élevé en moyenne ce semestre qu'il y a un an et représente le prix au gramme le plus élevé depuis 2008. La vanille retrouve également des couleurs avec des volumes (12,7 tonnes) et des recettes (721,5 millions de F.CFP) qui n'ont pas été observés depuis trois ans. À l'inverse, les recettes et les volumes exportés de coprah et de noni continuent de se réduire pour se situer en dessous du niveau enregistré durant la pandémie de Covid-19.

La hausse des taux d'intérêts impacte la production de crédit des ménages

En lien avec la hausse mondiale des taux d'intérêt directeurs, le coût du crédit immobilier pour les particuliers progresse pour le sixième trimestre consécutif et se situe à 2,52 % (2,12 % au premier trimestre 2023), soit le plus haut niveau enregistré depuis 2017. Cette hausse des taux réduisant la capacité d'emprunt des ménages, les crédits immobiliers pour les particuliers (8,4 milliards de F.CFP au deuxième trimestre 2023) baisse de 4 % sur un an. Du côté des entreprises, le coût du crédit se réduit de 0,28 point pour s'établir 2,28 % au second trimestre. Par rapport à l'an passé, la production de crédits d'équipement (11,8 milliards de F.CFP) est multipliée par deux et les crédits immobiliers des entreprises (1,9 milliard de F.CFP) progressent de 3 %. Avec un chiffre d'affaires en hausse de 7 %, l'emploi dans le secteur du BTP progresse pour totaliser 5 000 équivalents temps plein (ETP) en moyenne mensuelle sur le semestre (+ 1,1 % sur un an), soit 900 ETP de plus qu'en 2019.

Malgré la hausse des prix dans la construction qui ralentit (+ 5,7 % à fin juin en glissement annuel) mais qui reste élevée au cours du semestre (+ 10,2 % en moyenne pour l'index BTP), les

volumes des importations en biens d'équipement sur le semestre sont en hausse de 30 % en volume et de 40 % en valeur. Les importations en biens intermédiaires sont en retrait de 1 % en volume et en valeur.

Méthodologie

Indice emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

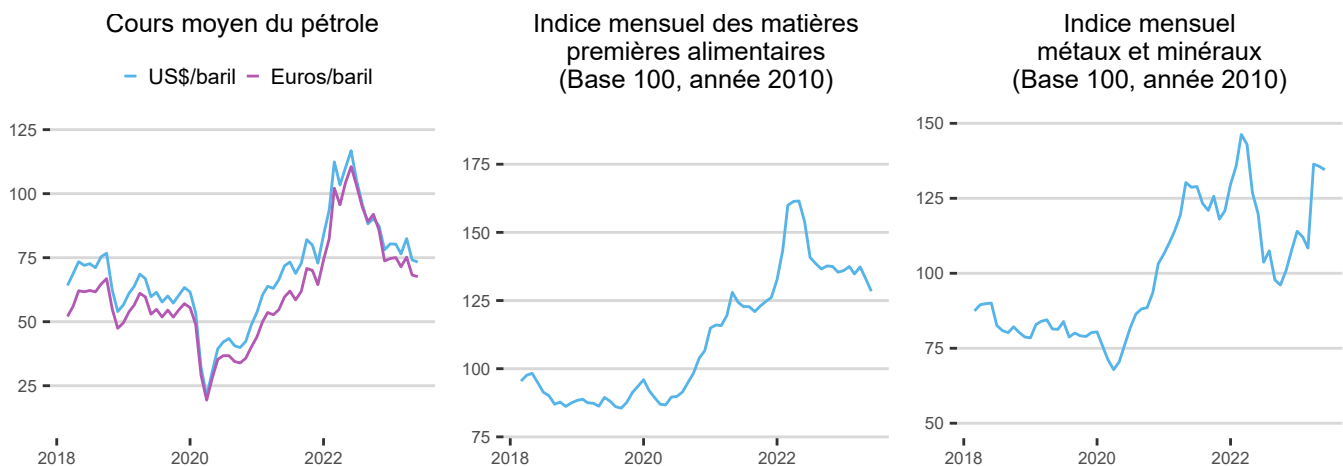
Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

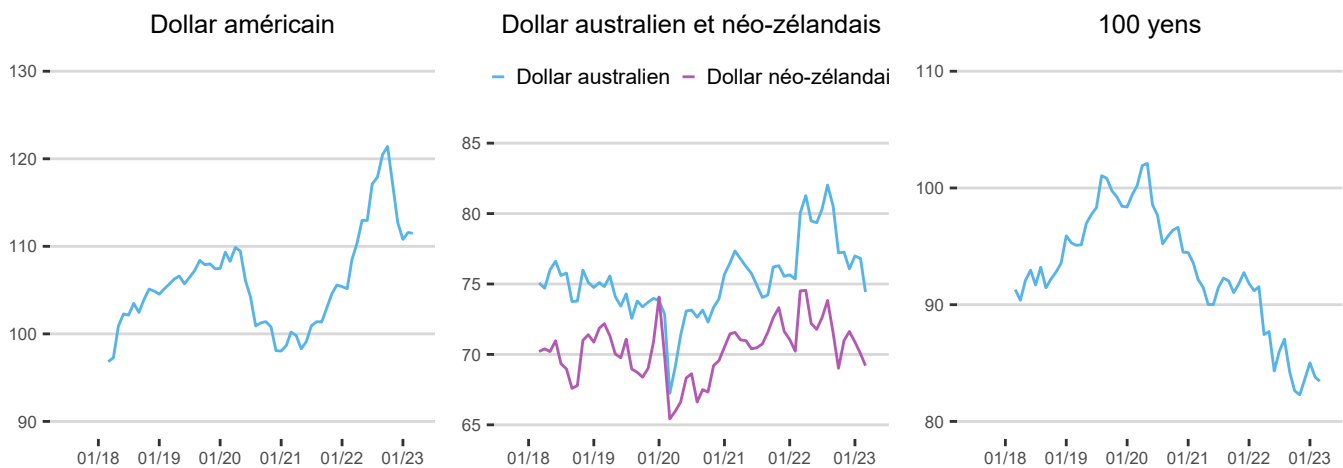
Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

FIG. 4. Industrie



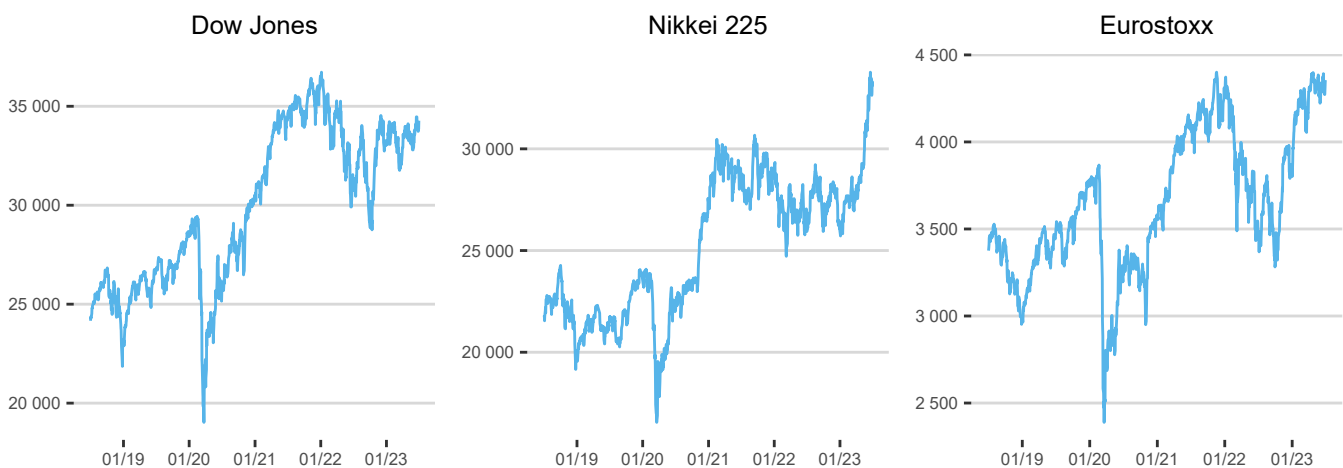
Source : Banque Mondiale

FIG. 5. Taux de change



Source : Banque de Polynésie

FIG. 6. Indice boursiers



Source : Les Echos - Investir

TABLE 1. Tableau de bord

ENTREPRISES

Démographie des entreprises (champ ICS)	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-23	juin-23	T / T-1	T / T-4
Créations	936	970	958	978	962	-1,6%	2,9%
Radiations	660	687	735	784	732	-6,7%	10,8%
Stock	33 368	33 895	34 394	34 899	35 429	1,5%	6,2%
Nombre d'entreprises assujetties à la TVA	7 407	7 257	7 083	6 912	nd	nd	nd

Unité : nombre, Création trimestre

Sources : ISPF, DICP

Production	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-23	juin-23	T / T-1	T / T-4
Importations de Biens d'équipement	37 141	37 769	37 917	39 033	39 483	1,2%	6,3%
Importations de Biens intermédiaires	50 333	53 046	57 083	58 907	56 925	-3,4%	13,1%
Consommation Moyenne tension	210 790	210 050	208 055	206 762	-	-100,0%	-100,0%
Chambres offertes (Hotels Internationaux)	829 989	847 464	864 454	867 431	871 188	0,4%	5,0%

Unités : millions de F.CFP, milliers de KwH, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Direction régionale des douanes, EDT

Résultats	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-23	juin-23	T / T-1	T / T-4
Chiffre d'affaires des entreprises	994 830	1 038 989	1 070 414	1 093 672	nd	nd	nd
Exportations locales	10 364	11 043	11 672	13 175	17 299	31,3%	66,9%
Perles brutes	5 001	5 438	6 036	7 710	7 790	1,0%	55,8%
Poissons	2 195	2 361	2 414	2 367	2 535	7,1%	15,5%
Nuitées touristiques	2 781 713	3 360 487	3 733 678	3 988 696	4 112 291	3,1%	47,8%
Nombre de touristes	152 241	187 742	218 750	243 838	254 629	4,4%	67,3%
Passagers débarqués à Faa'a	217 950	266 514	309 917	345 455	363 554	5,2%	66,8%

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois
* estimation

Sources : ISPF, DICP, Direction régionale des douanes, ADT

Emploi	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-23	juin-23	T / T-1	T / T-4
Nombre de salariés déclarés	67 601	68 526	69 369	70 068	70 440	0,5%	4,2%
Nombre de salariés en équivalent temps plein	58 031	59 342	60 260	61 043	61 475	0,7%	5,9%
Demands emploi non satisfaites en fin de mois (DEFM)	12 365	13 140	10 271	10 845	9 708	5,6%	nd
Offres d'emploi normal	5 601	6 221	6 817	7 290	6 607	6,9%	nd

Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS, SEFI

MENAGES

Revenu	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-23	juin-23	T / T-1	T / T-4
Salaires moyen en équivalent temps plein	337 666	337 686	339 172	342 232	344 407	0,6%	2,0%
Masse salariale	58 795	60 089	61 343	62 689	63 525	1,3%	8,0%

Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS

Consommation	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-23	juin-23	T / T-1	T / T-4
Importations de produits alimentaires sur 12 mois	51 717	55 191	60 316	62 227	61 419	-1,3%	18,8%
Importations de biens de consommation sur 12 mois	34 404	34 116	35 770	36 218	36 363	0,4%	5,7%
Chiffre d'affaires commerces détails sur 12 mois	212 515	217 711	222 586	227 517	nd	nd	nd
Indice des prix trimestrielle moyen	113,8	116,1	117,4	118,4	118,6	0,1%	4,2%
Importations de produits énergétiques sur 12 mois	26 735	32 984	37 094	38 749	38 642	-0,3%	44,5%
Consommation électricité basse tension sur 12 mois	261 021	259 907	258 542	257 527	nd	nd	nd
Importations de produits de l'industrie automobile sur 12 mois	18 577	18 094	19 127	18 624	19 508	4,7%	5,0%
Nombre d'immatriculations (VP) sur 12 mois	5 316	5 369	5 302	nd	nd	nd	nd

Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2008, milliers de KwH, nombre cumul/moyenne des 12 derniers mois
* estimation

Sources : ISPF, Direction régionale des douanes, DICP, DTT

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Ave'ia » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées dans leurs domaines de compétence.

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.

Direction régionale des douanes de Polynésie française : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.

Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.

Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.


Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.

Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.

Service de l'emploi : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.

Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

 Toutes les données

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1398
Auteur de la publication	Teva BELLI
Rédactrice en chef	Nadine RESNAY
Directrice de la publication	Nadine JOURDAN
Dépôt légal	Novembre 2023
Informations	Immeuble Uupa - 1 ^{er} étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2023 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X

